

### Ajournement

chewan ait connue depuis 1905, au niveau de l'activité commerciale des villes et villages.

Nous savons tous que c'est le Parti libéral qui, à l'origine, avait amorcé le processus visant à éliminer la subvention du Nid-de-Corbeau. Des noms tels que Otto Lang et Jean-Luc Pepin suscitent encore beaucoup de ressentiment dans les Prairies.

Même si les libéraux ont échoué dans leur tentative initiale visant à éliminer cette subvention, ils sont parvenus à la miner au point où, une décennie plus tard, ils peuvent lui donner le coup de grâce. C'est terrible.

En soi, la perte de la subvention du Nid-de-Corbeau est déjà regrettable. Toutefois, le gouvernement a ajouté l'insulte à l'injure pour les résidents des Prairies, et ce de deux façons. Premièrement, il a abandonné l'économie agricole sans avoir de plan ou de structure pour favoriser sa relance. Deuxièmement, on a offert un remboursement unique qui, outre le fait d'être insuffisant, ne vise que les propriétaires fonciers, ce qui est inapproprié.

J'ai déjà protesté en disant que l'élimination de la subvention du Nid-de-Corbeau, faute d'un plan à long terme pour la remplacer, pourrait signifier l'érosion de la valeur des terres, une perte pour les agriculteurs et les exploitations agricoles, une réduction de l'assiette fiscale en milieu rural et, par conséquent, une diminution de l'aide au maintien de l'infrastructure rurale, ce qui causerait une nouvelle détérioration de la qualité de vie dans les régions rurales de la Saskatchewan.

Il y a à peine deux ans, la subvention permettait à la province de réaliser un avantage net de 400 millions de dollars. Pour remplacer ces 400 millions de dollars, il faudra un investissement énorme aux chapitres de la diversification et de la production à valeur ajoutée, simplement pour que l'économie reste stationnaire.

Les libéraux n'ont prévu aucune disposition pour cet investissement. Dans les Prairies, notre problème n'a jamais été la subvention du Nid-de-Corbeau, mais bien le manque de capitaux d'investissement. L'intérêt à l'égard de la production à valeur ajoutée a toujours existé, mais on n'avait pas l'argent nécessaire.

Il n'a pas été question de l'avenir de la Commission canadienne du blé dans tout cela. Pourtant, si l'approvisionnement en blé est menacé, l'avenir de la commission l'est aussi. Pouvons-nous en tenir compte dans notre équation?

Je veux savoir si les libéraux fédéraux ont pris le temps d'examiner les répercussions de cette décision à long terme. S'ils l'ont fait, je veux voir leurs conclusions et les motifs qui les ont amenés à tirer ces conclusions. S'ils ne l'ont pas fait, ils devraient avoir honte.

Je veux également mentionner que les libéraux s'apprentent à verser des indemnités totalisant 1,6 milliard de dollars même s'ils savent qu'il leur faudrait verser entre 7 milliards et 9 milliards de dollars pour assurer une certaine justice.

Non seulement le gouvernement n'a pas vu à ce que les indemnités soient justes, mais il a également dit que l'argent sera versé seulement aux propriétaires fonciers. Le gouvernement sait-il qu'environ le tiers des terres ensemencées appartiennent aux

banques et à d'autres institutions financières, dont la Société du crédit agricole, qui les loue?

Les agriculteurs qui paient, et qui continueront de payer, les coûts du fret du grain exporté, mais qui sont locataires—certains d'une société appartenant au gouvernement lui-même—ne verront pas un sou de ces paiements, peu importe combien ils totalisent.

Les libéraux ont fait la preuve qu'ils ne comprenaient rien à l'économie agricole des Prairies. J'espère qu'ils changeront le plan qu'ils annoncent dans le budget avant qu'il ne soit mis en oeuvre et avant que les dommages n'aient été faits.

**M. Lyle Vanclief (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux de répondre aux observations du député. Il est dommage que je n'aie que deux minutes et non vingt pour le faire, car je crois que je pourrais l'aider à comprendre. Je suis convaincu qu'il finirait par comprendre et apprécier les mesures que nous avons prises.

Le député soutient que l'élimination du tarif du Nid-de-Corbeau aura un effet nuisible pour l'économie des Prairies. Notre gouvernement est certainement résolu à rétablir tout le potentiel économique de l'ouest du pays. D'après le document qu'on a publié aux fins de la discussion, environ la moitié, c'est-à-dire 800 millions, du montant de 1,6 milliard de dollars qui sera payé aux propriétaires de terres agricoles des Prairies ira à la Saskatchewan.

• (1840)

Cette proportion correspondra à la proportion du transport du grain de l'Ouest venant de la Saskatchewan. Les agriculteurs bénéficieront également de l'exonération des gains en capital.

L'aide gouvernementale ne se limitera cependant pas à cela. Certaines régions de la Saskatchewan pourront se prévaloir également d'une partie du fonds d'adaptation de 300 millions de dollars.

Ces initiatives ne sont qu'une partie du plan du gouvernement visant à relancer l'économie des Prairies et à faire de cette région une force économique sur un marché mondial où la concurrence est de plus en plus vive. Les modifications relatives aux frais de transport peuvent encourager la diversification et la fabrication de produits à valeur ajoutée dans tout l'Ouest.

Je me permets de relater ici un fait personnel. Je me suis entretenu à l'instant au téléphone avec un ami de ma circonscription dont l'entreprise, dans le secteur de l'élevage, vient de recevoir aujourd'hui même trois commandes de producteurs de porcs dans l'Ouest qui veulent donner de l'expansion à leurs opérations et les adapter, étant donné l'effet des mesures qu'on vient de prendre. Il y aura effectivement une diversification.

Seulement quelques jours après l'annonce, on prend conscience d'un nouveau potentiel, comme le montre mon exemple. Des groupes industriels songent déjà à se lancer dans d'autres cultures et à diversifier leurs activités.

Il n'y a pas que les agriculteurs qui s'adaptent. Différents secteurs de l'industrie du transport, depuis les entreprises de camionnage jusqu'aux ports de mer, examinent de près les services qu'ils offrent afin d'accroître leur efficacité. Certains proposent